




NOTES D'ORIENTATION : LES TRANSFERTS MONÉTAIRES DANS LES PROGRAMMES DE MOYENS D'EXISTENCE

Atelier d'apprentissage
16 et 17 novembre 2015,
Guatemala

 **Livelihoods Centre**
knowledge creation | knowledge sharing | knowledge networking

 International Federation
of Red Cross and Red Crescent Societies

 In partnership with
Spanish Red Cross

 **CaLP**

The Cash Learning Partnership

NOTES D'ORIENTATION : LES TRANSFERTS MONÉTAIRES DANS LES PROGRAMMES DE MOYENS D'EXISTENCE

Atelier d'apprentissage
16 et 17 novembre 2015,
Guatemala

Cédric Elluard

La présente étude a été commandée par le Cash Learning Partnership (CaLP), avec le soutien généreux du Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (ECHO). La traduction de ce document a bénéficié du soutien du Bureau d'assistance aux catastrophes à l'étranger de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID/OFDA).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées ici ne reflètent en aucune manière l'opinion officielle de l'Union européenne, laquelle ne peut nullement être tenue pour responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations que cette étude contient.

Photo de couverture: Saul Martinez /Oxfam




Photo: Tatiana Cardeal / Oxfam GB

TABLE DE MATIÈRES

1. INTRODUCTION	6
2. CONTEXTE ET CONCEPTS	7
Contexte	7
Types d'interventions pour les moyens d'existence	9
Les modalités de transferts monétaires	9
Les moyens d'existence	10
3. LES TRANSFERTS MONÉTAIRES DANS LES PROGRAMMES DE MOYENS D'EXISTENCE: ÉTAPES CLÉS DANS LE CYCLE DE PROJET	12
A. Analyse de la situation et calcul des valeurs à transférer	12
Analyse de la situation	12
Calcul de la valeur des transferts	13
Choix de la fréquence des transferts	16
Montants fixes ou variables en fonction des ménages?	16
B. Analyse et cartographie de marché	17
C. Sélection des modalités	22
4. ASPECTS COMPLÉMENTAIRES ET TRANSVERSAUX	24
A. Mobilisation sociale et mesures d'accompagnement	24
B. Intégration du concept de résilience	25
C. Suivi et évaluation	28
D. Programmes de moyens d'existence et protection sociale	29
5. RECOMMANDATIONS	32
6. SOURCES D'INFORMATIONS ET LIENS UTILES	34

Version web de cette publication

Si vous accédez à cette publication par Internet, cliquez sur un lien pour être redirigé-e vers la page web correspondante. La table des matières est interactive et vous accéderez au chapitre désiré en cliquant sur la ligne correspondante. En cliquant sur le  en haut à gauche de chaque page, vous serez redirigé-e vers la table des matières.

I. INTRODUCTION

Le présent document ainsi que l'atelier d'apprentissage qui a eu lieu dans la ville de Guatemala les 16 et 17 novembre 2015 considèrent en priorité le contexte d'Amérique Centrale. Etant donné le profil des participants et la complexité de la problématique régionale (zone du «corredor seco» exposée à des sécheresses récurrentes, ouragans, niveaux élevés de malnutrition chronique, impact du changement climatique...) il a été considéré pertinent de se limiter au contexte de l'Amérique Centrale pour les études de cas. Toutefois, nombres des informations contenues dans ce document peuvent être utiles pour d'autres contextes d'Amérique Latine et des Caraïbes (LAC).

Dans la région LAC, de nombreux programmes utilisant les modalités des transferts monétaires, en général conditionnels, ont été mis en œuvre ces dernières années. Les transferts monétaires sont de plus en plus fréquemment employés dans les contextes humanitaires, essentiellement dans le cadre de projets de sécurité alimentaire et pour la construction et réhabilitation de biens communautaires et ouvrages publics. On observe une acceptation croissante de cette modalité comme outil multi-sectoriel pour les réponses humanitaires et pour rompre le cycle de pauvreté, ainsi que pour les programmes de moyens d'existence. Il n'existe cependant pas aujourd'hui de plateforme régionale d'échange d'expériences et d'apprentissage pour cette thématique. Cet atelier a ainsi pour objectif d'initier un processus visant à combler cette brèche, en commençant par les «transferts monétaires pour les moyens d'existence».

Public ciblé

Ces notes d'orientation sont destinées en premier lieu aux personnes impliquées dans la conception et la mise en œuvre de programmes incluant des composantes de transferts monétaires dans le cadre du soutien aux moyens d'existence.

En particulier, elles sont destinées:

- au personnel humanitaire ayant une certaine expertise en transferts monétaires mais des connaissances limitées dans le secteur des moyens d'existence,
- ainsi qu'aux techniciens et experts des moyens d'existence ayant des compétences limitées en transferts monétaires.

Ce document n'est pas un guide de mise en œuvre, il se limite à retranscrire des apprentissages d'expériences passées dans la région, fait référence à des cas pratiques, et souligne les spécificités des transferts monétaires pour les moyens d'existence, tout en faisant référence à des documents clés sur les transferts monétaires et les moyens d'existence.

2. CONTEXTE ET CONCEPTS

CONTEXTE

Il ne serait pas pertinent de tenter ici de caractériser le contexte de l'Amérique Centrale tant il est varié ; toutefois, dans le cadre de ce travail, on peut souligner certaines caractéristiques qui impactent les moyens d'existence et de potentielles programmes de transferts monétaires dans ce secteur.

Les taux élevés de malnutrition¹ et d'insécurité alimentaire chroniques ainsi que les crises récurrentes (sécheresses, ouragan et tempêtes tropicales, séismes ...) qui affectent la région rendent difficile la mise en œuvre de projet de renforcement de moyens d'existence à long terme.

Dans la zone du «corredor seco» ainsi que dans de nombreuses zones d'Amérique Centrale, **les familles rurales les plus vulnérable dépendent en majorité des cultures de subsistance et de la vente de main d'œuvre saisonnière** (pour la récolte du café, la coupe de la canne à sucre ...) pour leurs sources de revenu et de nourriture. Ces deux sources de nourriture et de revenu sont extrêmement dépendantes des conditions climatiques incertaines dans cette région et exposées aux maladies (rouille du café) et à la variation des prix au niveau mondial (café). Les ménages qui dépendent de ces activités se trouvent de facto dans une situation de vulnérabilité chronique et ne peuvent se projeter et élaborer des stratégies de moyens d'existence à long terme.

- Caractéristiques de la zone de moyens d'existence 8, corredor seco guatémaltèque

Distribution par zone		Caractéristique des groupes socioéconomiques					
% population		Taille du ménage	Accès à la terre	Actifs	Réserve de nourriture de base	Activité productive	Animaux
Très pauvres	60%	5 à 8	0-2 ha de terre en propriété 0.70-1.40 ha en partage	Outils de base (houe, pioche, pelle) / aucune infrastructure de stockage post-récolte	3-4 mois	Agriculture de subsistance, vente de main d'œuvre non qualifiée pour activités agricoles	8-10 poules, 1 porc
Pauvres	30%	5 à 6	1.40-3.50 ha de terre en propriété 0.70-1.40 ha en partage	Outils de bases, pulvérisateur à main	3-4 mois	Agriculture de subsistance, vente de main d'œuvre non qualifiée pour activités agricoles	1-2 bovins, 2 porcs, 10-15 poules, 1 cheval
Moyens	4%	3 à 4	3.50-84 ha de terre en propriété	Tracteur, véhicules, système d'irrigation, tronçonneuses		Elevage, agriculteurs producteurs de tomates, ananas, gombo, bananes, caoutchouc, activités forestières	20-100 bovins, 1 porc, 25-30 poules, 5 chevaux
Aisés	6%	3 à 4	>84 ha de terre en propriété	Tracteur, véhicules, systèmes d'irrigation, avion pour l'épandage, systèmes de drainage mécaniques, machines agricoles, serres		Elevage, producteur de palme africaine, bananes, caoutchouc, activités forestières	200-300 bovins, 10 chevaux

(Source, Fewsnet 2007)

¹ Prévalence de la malnutrition chronique: 48% au Guatemala, 22.6% au Honduras, 23% au Nicaragua. 32% au niveau de l'Amérique Central. Source: "Centroamérica en cifras, Datos de seguridad alimentaria nutricional 2013"

- Sécheresse, pluies irrégulières et rouille du café
 - **En 2011**, année la plus pluvieuse de ces 30 dernières années, les précipitations ont dépassé de plus de 50% les moyennes annuelles dans le «corredor seco» de Guatemala.
 - **En 2012**, canicule prolongée jusqu'aux mois de juillet et août (avec des périodes sans pluie atteignant 45 jours), et attaque sévère de la rouille du café.
 - **En 2013**, canicule prolongée de nouveau jusqu'aux mois de juillet et août (avec des périodes sans pluie atteignant 22 jours), et attaque sévère de la rouille du café.
 - **En 2014**, on a enregistré dans les sites sentinelles de la commune de Jocotan une canicule prolongée avec des périodes de 38 à 41 jours sans pluies significatives, entraînant des pertes de 70 à 90% des cultures de maïs et de café.
 - **2015** s'avère être l'année où l'on observe les périodes sans pluie les plus longues de ces dernières années avec, selon les sites sentinelles, des périodes de 57 jours sans pluies significative pour les cultures, entre les mois de juin et août².

Ces chiffres illustrent la problématique du «corredor seco» ces 5 dernières années, et met en évidence la nécessité d'identifier de nouvelles stratégies tant pour les organisations humanitaires que pour les gouvernements face à la récurrence des crises.

- **Une protection sociale inscrite dans les politiques publiques, mais ...** qui n'est pas appliquée ; les autorités ne s'impliquent pas, n'y allouent pas les ressources nécessaires.

On peut aussi mentionner le manque d'accès aux services de santé et à l'éducation, surtout en zones rurale, ainsi qu'aux infrastructures de base pour les moyens d'existence (routes, marchés...). On observe également dans la région **l'impact particulièrement sévère du changement climatique**, ainsi que la **problématique d'accès à la terre**, qui rendent difficiles les interventions de renforcement de la résilience des moyens d'existence.

Dans ce contexte, les stratégies des gouvernements, des agences humanitaires et de développement devront chercher à intégrer de plus en plus des réponses humanitaires à des crises ponctuelles dans le cadre de projets à long terme, pour permettre la protection, la récupération et le développement des moyens d'existence. Les réponses aux dernières crises ont démontré l'acceptation croissante des programmes de transferts monétaires dans la région et la volonté de la majorité des organisations d'utiliser cette modalité quand le contexte le permet.

La qualité des interventions pourrait toutefois être améliorée en agissant sur les points clés suivants:

- les connaissances limitées sur la complexité propre à cette modalité dans le cadre des moyens d'existence;
- une tendance à la «systématisation» des interventions conditionnées (argent contre travail en particulier);
- le manque de coordination spécifique aux programmes de transferts monétaires.

Ces aspects représentent des défis importants pour permettre une meilleure planification, élaboration et qualité des programmes de transferts monétaires dans le secteur des moyens d'existence.

² "Hambre en el Corredor Seco de Chiquimula: Una crisis Evadida", Save the Children Guatemala, Novembre 2015

TYPES D'INTERVENTIONS POUR LES MOYENS D'EXISTENCE

Les programmes de soutien aux moyens d'existence auront des objectifs différents, qui seront déterminés par le contexte de l'intervention. On distinguera 3 catégories d'intervention distinctes: les interventions de protection, de récupération et de renforcement des moyens d'existence:

Types d'intervention	Objectifs
Protection	Protéger les ménages d'un engagement dans des mécanismes d'adaptation négatifs (migration des personnes actives, ventes d'actifs productifs, diminution de l'utilisation d'intrants...) qui pourraient compromettre la pérennité de leurs moyens d'existence à court, moyen ou long terme.
Récupération	Permettre aux ménages ayant été affectés par un désastre de retrouver la situation qui était la leur avant le désastre, de rétablir la capacité productive de leurs moyens d'existence.
Renforcement	Consolider et augmenter la capacité des ménages et des communautés à satisfaire leurs besoins ainsi qu'à augmenter leur résilience

LES MODALITÉS DE TRANSFERTS MONÉTAIRES

On distingue parmi les différents types de transferts monétaires les transferts **conditionnels ou non conditionnels, et restrictifs ou non-restrictifs**. La conditionnalité fait référence aux contreparties (ex. participer à une formation, amener son enfant au centre de santé...) requises afin de percevoir l'assistance, hors critères de ciblage. La restriction fait référence aux limites imposées par le programme quand à l'usage des fonds transférés. Les coupons sont par nature restrictifs puisqu'ils ne peuvent être échangés que dans des commerces spécifiques.

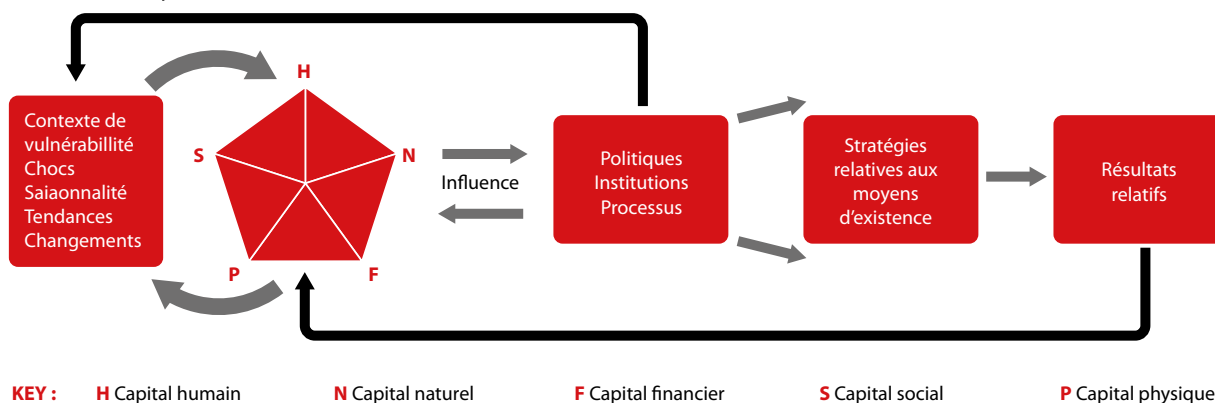
Exemples de transferts monétaires pour l'appui aux moyens d'existence:

	Restrictif	Non-restrictifs
Conditionnel	<ul style="list-style-type: none"> Coupons contre travail pour la récupération des systèmes d'irrigation Coupons pour accès à de l'eau productive Foire aux semences dont l'accès est conditionné à la mise en place de compostières Transferts en espèce conditionnés à l'investissement de 80% de la valeur du transfert dans le renforcement des activités d'élevage Coupons pour semences conditionnés à l'embauche de main d'œuvre locale 	<ul style="list-style-type: none"> Argent contre travail Argent contre formation
Non conditionnel	<ul style="list-style-type: none"> Coupons pour semences et outils Argent pour emploi de main d'œuvre temporaire Argent pour recapitalisation de boutiques de produits vétérinaires ou alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> Transfert d'argent en espèce à usages multiples

Les moyens d'existence

Définition: “Les moyens d'existence englobent les capacités, les avoirs (ressources matérielles et sociales incluses) et les activités requises pour subsister. Les moyens d'existence sont durables lorsqu'ils peuvent faire face à des pressions et à des chocs et s'en remettre tout en maintenant ou en améliorant, aujourd'hui et demain, leurs capacités et leurs avoirs, sans toutefois amoindrir les réserves de ressources naturelles disponibles.”³

Cadre des moyens d'existence durables



La section gauche du tableau montre comment le **contexte de vulnérabilité** influence les capitaux qui composent les moyens d'existence de la population rurale, représentés par le pentagone. Ces capitaux sont également influencés **par les politiques, institutions, ou processus externes**. Les **stratégies relatives aux moyens d'existence** des différentes catégories de ménages sont définies par les capitaux de base et par le contexte politique et institutionnel dans lequel ils évoluent. Les résultats des stratégies relatives aux moyens d'existence sont influencés par le contexte de vulnérabilité – l'exposition des populations à des chocs imprévus –, et leur capacité à résister aux chocs dépend de leurs capitaux de base⁴ (voir «note d'information sur les moyens d'existence durables», DFID⁵ pour plus de détails).

Les transferts monétaires peuvent agir à différents niveaux sur les composantes du cadre des moyens d'existence durables. Alors que la majorité des interventions se concentrent sur les capitaux des moyens d'existence, d'autres types d'activités (plaidoyer techniques, politiques, préparation aux risques et désastres ...) chercheront un impact à d'autres niveaux.

Le cadre des moyens d'existence durables met en évidence les interrelations et interdépendances entre les différents capitaux et composantes du cadre, et l'importance d'une approche intégrée au moment d'analyser les moyens d'existence et de programmer les interventions de protection, récupération ou renforcement des moyens d'existence.

³ Adapté de Chambers, R. et Conway, G. (1992), Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century, IDS, document de travail n°296. Brighton: IDS

⁴ FAO (2006), «Guide rapide pour les missions», Analyse des institutions locales et des moyens d'existence, FAO :Rome.

⁵ DFID (no date), «Notes d'information sur les moyens d'existence durables».

Exemples d'interventions sur les contexte et institutions

Problématique	Type d'intervention
Contextuelle: perte d'emploi, période de soudure ... entraînant la vente d'actifs productifs	<ul style="list-style-type: none"> • Transfert d'argent en espèces pour la protection de moyens d'existence • Argent contre travail pour la création d'emplois communautaires et la récupération des moyens d'existence
Institutions : Absence de groupes communautaires pouvant influencer les prix d'achats d'intrants et de vente de produits issus de la productions animale	<ul style="list-style-type: none"> • Argent pour des formations visant à la gestion de coopérative • Transferts monétaires pour la création d'un capital de base pour mettre sur pied une coopérative

Exemples des interventions sur les capitaux

Capitaux	Type d'interventions
Humain	<ul style="list-style-type: none"> • Argent pour formation technique pour la gestion de petit élevage • Coupons pour formation pour renforcer les connaissances sur la résilience des moyens d'existence • Argent contre formation professionnelle en gestion de petits commerces urbains
Social	<ul style="list-style-type: none"> • Argent contre travail pour la construction d'un bâtiment coopératif • Coupons pour formation de personnel communautaire de sensibilisation aux micro-assurances agricoles
Physique	<ul style="list-style-type: none"> • Coupons pour matériel de réparation de bateaux • Argent pour restockage de petits ruminants
Naturel	<ul style="list-style-type: none"> • Argent contre travail pour le reboisement • Argent pour accès à la propriété de la terre (pour achat ou formalité d'accès à la propriété) • Argent pour gestion de l'eau pour les animaux (lagunes)
Financier	<ul style="list-style-type: none"> • Coupons pour formation pour l'accès aux systèmes de micro-finance • Transfert d'argent en espèces pour recapitalisation de petit commerce



PHOTO: PETER TECKS / OXFAM

3. LES TRANSFERTS MONÉTAIRES DANS LES PROGRAMMES DE MOYENS D'EXISTENCE: ÉTAPES CLÉS DANS LE CYCLE DE PROJET

Au cours de l'atelier d'apprentissage, certains aspects ont été priorisés, en prenant en compte les expériences et les connaissances des acteurs dans la région, ainsi que les intérêts particuliers des participants et des organisateurs.

Cette section met en relief les pratiques des acteurs présents, les outils et documents de référence ainsi que des recommandations pour les thèmes suivants:

- Analyse de la situation et calcul des valeurs à transférer ;
- Analyse et cartographie de marché ;
- Sélection des modalités ;
- Intégration du concept de résilience ;
- Suivi et évaluation ;
- Les mesures d'accompagnement ;
- La protection sociale dans les phases d'analyse de la situation, d'élaboration et de mise en œuvre de programmes.

A. ANALYSE DE LA SITUATION ET CALCUL DES VALEURS À TRANSFÉRER

Analyse de la situation

L'analyse de la situation aura pour objectifs de fournir les informations nécessaires pour la prise de décision concernant la pertinence et/ou la nécessité d'une intervention, et pour alimenter le processus d'analyse de la réponse. Parmi les outils d'évaluation post-crise, on peut différencier les outils sectoriels des outils multisectoriels. De nombreuses organisations ont développé leurs propres outils multisectoriels pour l'évaluation des dommages: 48 hour toolkit (Oxfam), MIRA (UN), EDAN pour les contextes d'urgence.

Une évaluation multisectorielle qui permette d'évaluer tous les besoins de bases des ménages affectés est capitale dans un contexte d'urgence. Que les besoins les plus urgents de la population soit couverts est une condition sine qua non pour que les programmes de protection et de récupération de moyens d'existence puissent atteindre leurs objectifs⁶.

Différentes organisations ont développé leur propre méthodologie pour l'évaluation des moyens d'existence⁷. Dans le cadre d'une intervention de transferts monétaires pour les moyens d'existence, un des défis réside dans la collecte des données nécessaires pour le calcul de la valeur des transferts.

⁶ Pour plus d'informations voir [UNHCR \(2015\), «Operational Guidance and Toolkit for Multipurpose Cash Grants»](#).

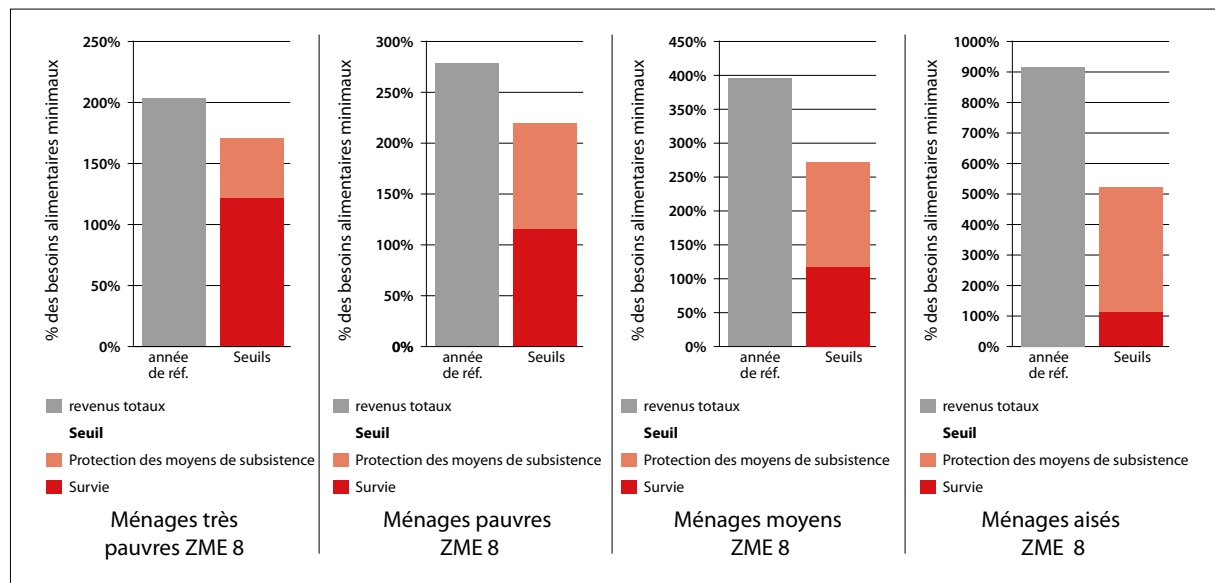
⁷ Voir [ACF International \(2009\), «Evaluation de la Sécurité Alimentaire et des Moyens d'Existence – Guide Pratique pour le Terrain»](#), [FAO \(2009\), «Outils d'évaluation des moyens d'existence: Analyser et répondre aux conséquences des catastrophes naturelles sur les moyens d'existence des populations \(Volume 3\)»](#) ou le [Livelihoods Centre de la FISCR](#).

Calcul de la valeur des transferts

La méthode d'Approche de l'Économie des Ménages (HEA) fut celle mise en avant pendant l'atelier, et donc reprise ici ; elle n'est toutefois pas la seule méthodologie permettant le calcul de la valeur des transferts. La méthodologie HEA est un outil qui permet une évaluation quantitative des dépenses, sources de nourriture et de revenus, actifs ainsi qu'une caractérisation des ménages, des menaces et des stratégies face à ces menaces.

Deux éléments clés de cette méthodologie sont les calendriers saisonniers et l'évaluation et caractérisation par groupe socio-économique dans des zones de moyen d'existence données. Une ligne de base HEA permet de définir des seuils de survie et de protection de moyens d'existence.

Ligne de base comparée avec les seuils de survie et de protection des moyens d'existence⁸



(ZME : Zone de Moyens d'Existence)

La méthodologie HEA définit le seuil de survie comme le revenu total nécessaire pour couvrir :

- 100% des besoins alimentaires énergétiques minimaux (2 100 kcal par personne), plus
- les coûts associés à la préparation des aliments et à leur consommation (par exemple le sel, le savon, le pétrole et / ou le bois de chauffage pour la cuisson et l'éclairage de base), plus
- toute dépense d'eau pour la consommation humaine.

Le seuil de protection des moyens d'existence représente le revenu total nécessaire pour soutenir les moyens d'existence locaux⁹. Ce seuil inclut les dépenses totales destinées à :

- assurer la survie (voir ci-dessus), plus
- maintenir l'accès aux services de base (par exemple les frais médicaux courants et les frais de scolarité), plus
- assurer les moyens de subsistance à moyen et long terme (par exemple des achats réguliers de semences, d'engrais, de médicaments vétérinaires, etc.), plus
- obtenir un niveau de vie minimum localement acceptable (incluant par exemple l'achat de vêtements, de café/thé).

⁸ Rapid HEA for Guatemala: The Effect of the Coffee Rust Outbreak in Two Livelihood Zones in Guatemala" Oxfam, FEG consulting, ECHO, December 2013

⁹ Source : Consulting FEG et Save the Children, 2008

Pour calculer les besoins pour chaque groupe de moyens d'existence, on prendra en compte:

- la capacité de chaque foyer à couvrir ces besoins sans avoir à adopter de stratégies négatives d'adaptation (stratégie de réponse à la crise) ;
- les réserves dont dispose le ménage ;
- la période pendant laquelle ces besoins ne pourront être couverts.

Les besoins ainsi identifiés seront ensuite comparés avec les seuils de protection de moyen d'existence afin de définir l'écart à combler.

En situation d'urgence (protection de moyens d'existence), la valeur du transfert devra être le résultat du calcul de l'écart, (voir graphique ci-dessous) ; dans le cadre de la récupération des moyens d'existence, on prendra en compte l'écart à couvrir pour atteindre le seuil de protection des moyens d'existence, et l'investissement nécessaire pour réactiver les moyens d'existence de façon durable, c'est à dire le capital et les intrants et autres dépenses nécessaires pour et jusqu'à ce que le ménage puissent générer des revenus et des aliments lui permettant d'atteindre le seuil de protection de moyens d'existence de façon durable.

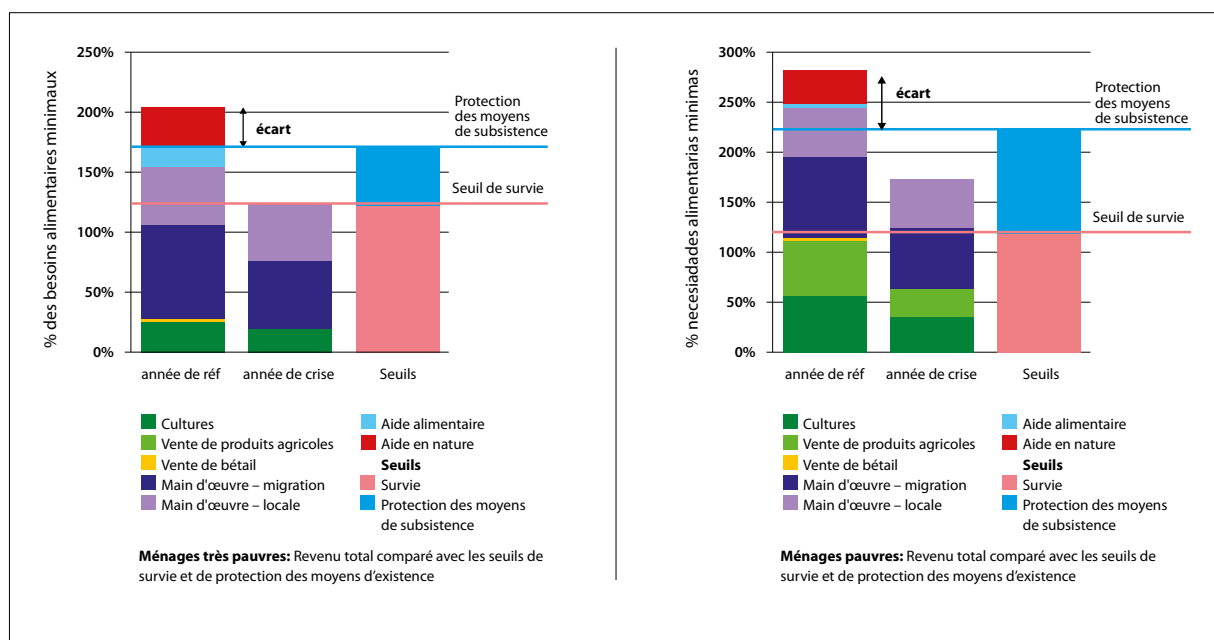
EXEMPLE :

Pour les ménages «pauvres» (graphique ci-dessus), pour une année normal (año ref) et pendant cette période donnée, la valeur totale des revenus et aliments représente environ 280% des besoins alimentaires minimum pour ce groupe.

Pour le scénario de crise (año corr), les ménages sont en mesure de couvrir seulement 170% de la valeur des besoins alimentaires minimum, quand le seuil de protection des moyens d'existence représente 220% de la valeur des besoins alimentaires minimum.

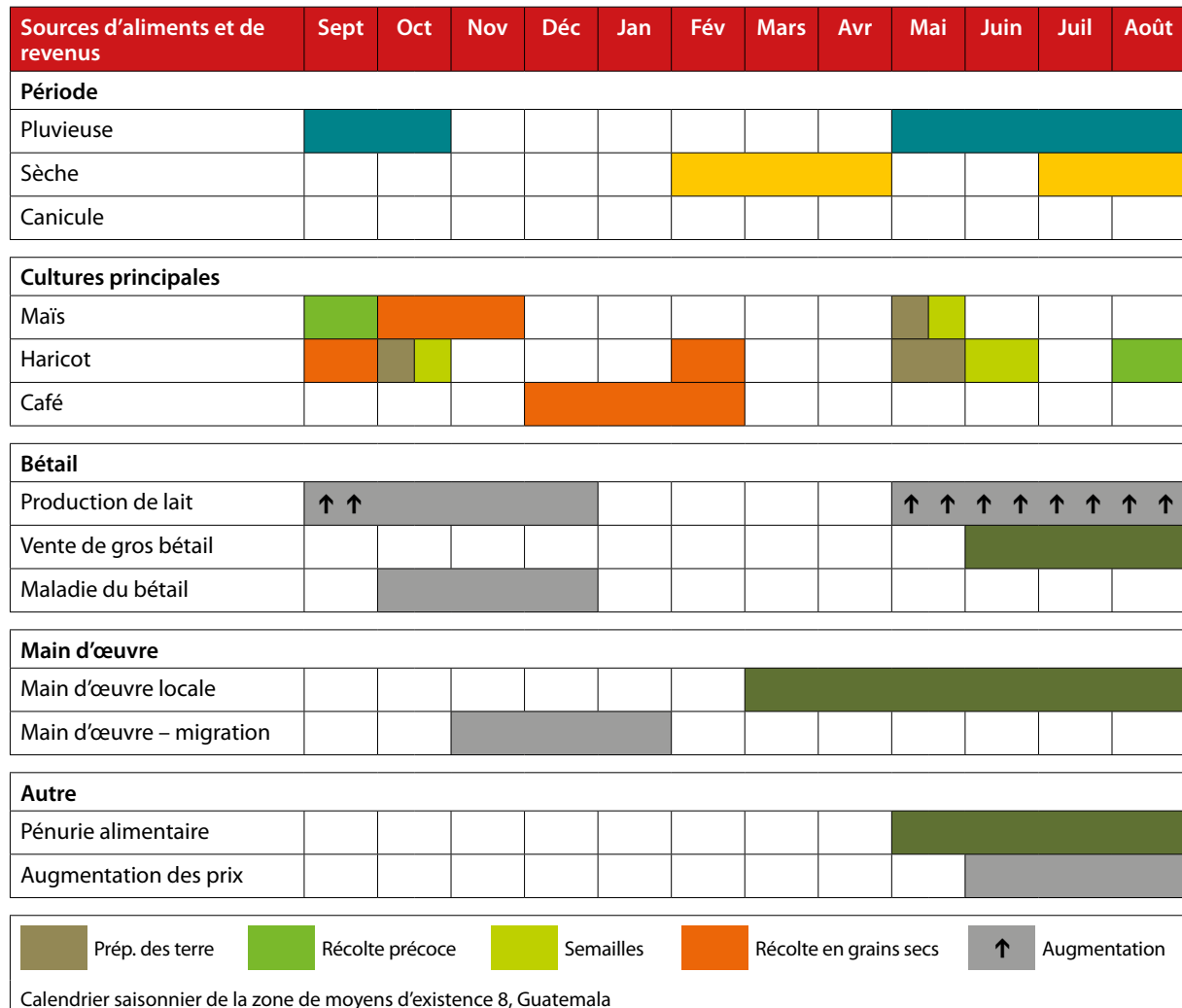
La valeur du montant à transférer pour permettre aux ménages de couvrir leurs moyens d'existence sera alors de 50% de la valeur des besoins alimentaires minimum.

Impact du scénario I sur les ménages pauvres et très pauvres (Zone de moyens d'existence 8)



Les expériences partagées pendant l'atelier, essentiellement des programmes d'argent contre travail et de sécurité alimentaire, ont montré que le calcul des montants se basait essentiellement sur le coût des besoins alimentaires (panier alimentaire) ou sur le salaire minimum rural (78 Qz ou 10 usd pour le Guatemala), qu'il était le même pour tous les groupes de moyens d'existence et ne prenait pas en compte les seuils de protection des moyens d'existence.

Le calendrier saisonnier illustre la saisonnalité des prix, des sources de revenus et d'aliments, et par suite de la capacité des ménages à couvrir ses besoins. Il met également en évidence la saisonnalité des dépenses, de la valeur des seuils et des besoins pour une année normale, pour une situation de crise ... facteurs qui sont rarement pris en compte au moment de calculer la valeur des transferts ainsi que la durée de l'intervention.



Les facteurs saisonniers influenceront la valeur des transferts ainsi que la durée pendant laquelle les transferts seront nécessaires. L'écart à couvrir aura donc une valeur variable en fonction des périodes de l'année. Il n'est pas recommandé d'ajuster cette valeur pour chaque versement dans le cas de versements mensuels, cependant on pourra considérer des périodes spécifiques pendant lesquelles le montant devra être réajusté. Dans le cas où le contexte viendrait à changer au cours de l'intervention (accentuation de la sécheresse, mesures d'urgence de l'état, épidémie, évolution des prix...) le montant pourra devoir être réajusté.

Dans ce sens, l'approche «crisis modifier», développé par Save the Children, cherche à offrir les conditions permettant d'adapter l'intervention dans le cadre de projets à moyen et long terme, en ajustant les montants ou le type d'activité en cas de changement de contexte.

Cette approche, telle que définie par Save the Children, consiste en un plan préalablement approuvé dans le cadre d'un projet existant, qui inclut des mécanismes de financement et permet une intervention précoce et une réduction de risques spécifiques préalablement identifiés. Le but de cette approche est de prévenir la souffrance et protéger les vies et les moyens d'existence des enfants et de leur famille, et dans le même temps d'assurer que des crises prévisibles ne mettent pas en péril des objectifs de développement à moyen terme. Ce type d'approche permet d'anticiper et de reconsidérer les montants à transférer et ainsi de mieux contribuer à la protection des moyens d'existence.

Choix de la fréquence des transferts

Le choix de la fréquence des transferts devra considérer entre autres les objectifs du projet (voir ci-dessous), les coûts inhérents aux transferts (rentabilité), les possibles périodes migratoires, la sécurité ou encore la perception des ménages.

Les transferts monétaires répondant aux besoins essentiels utilisent généralement (mais pas invariablement) des transferts relativement fréquents (par exemple bimensuels ou mensuels) pour que les bénéficiaires n'aient pas à garder de grosses sommes d'argent durant toute la durée du projet.

Les interventions permettant aux bénéficiaires de réaliser de plus gros achats et des investissements (ex : **récupération des moyens d'existence** et abris) utilisent généralement un ou deux versements plus importants pour faire face à ce type de dépenses.

Les projets qui mettent en place des restrictions sur la manière dont l'argent est utilisé (ex : pour la construction d'abris ou la relance d'une entreprise/ activité) utilisent au moins deux transferts afin de pouvoir vérifier la façon dont le premier transfert a été dépensé ainsi que le respect des autres exigences.

Comme toujours il existe des compromis. Un paiement unique sera probablement plus simple et permettra aux bénéficiaires de réaliser de plus gros achats, et il sera souvent plus efficace car les frais de transferts ou de distribution ne devront être payés qu'une seule fois. Plusieurs versements permettront en revanche à l'organisation d'adapter le transfert sur le cycle du projet et n'obligeront pas les bénéficiaires à transporter ou garder chez eux de grosses sommes d'argent. Comme pour les autres aspects de la conception du projet, il est utile de demander l'avis des bénéficiaires pour savoir à quelle fréquence ils aimeraient recevoir leur argent.¹⁰

Montants fixes ou variables en fonction des ménages?

Que ce soit pour la protection ou pour la récupération des moyens d'existence, la question se posera de savoir dans quelle mesure il est souhaitable et réaliste d'individualiser les montants (en fonction des besoins, de la taille du ménage ...).

Dans le cas de projet de protection, le choix devra se faire en fonction de la durée du projet (si le projet est de courte durée, cette option pourrait s'avérer peu rentable), du nombre de ménages, des possibles conflits que ces mesures pourraient entraîner, des pratiques des autres acteurs, des préférences des communautés.

Dans le cas de projets de récupération des moyens d'existence, les pertes subies à cause des catastrophes ne sont que rarement uniformes, y compris pour les ménages d'un groupe socio-économique donné. Comme mentionné précédemment (voire la section «calcul de la valeur du transfert»), on évitera de prendre en compte les pertes individuelles, pour éviter de rétablir les inégalités qui existaient déjà avant la catastrophe.

¹⁰ Extrait de Harvey, P. et Bailey, S. (2011), 'Revue de bonne pratique. Programme de transferts monétaires dans les situations d'urgence'.



PHOTO: SAUL MARTINEZ / OXFAM

Face à la répétition de crises et réponses humanitaires successives, il serait intéressant de compiler les informations collectées ces 4 dernières années, et d'identifier les informations manquantes afin d'établir des points de comparaison et ainsi, de pouvoir se baser sur les seuils et l'analyse des moyens d'existence pour calculer les valeurs réelles des transferts ainsi que définir les capitaux à renforcer en priorité.

Indépendamment du contexte, les seuils de protection des moyens d'existence doivent toujours être considérés pour les transferts monétaires dans le cadre de programmes d'appui aux moyens d'existence. Doivent aussi être pris en compte les Normes Minimales Pour le Relèvements Economique¹¹, qui sont à présent intégrées dans les normes Sphère.

B. ANALYSE ET CARTOGRAPHIE DE MARCHÉ

L'analyse de marché peut avoir différents objectifs, qui sont fonction du contexte et de la stratégie de l'agence qui la conduit ou la demande:

- **Evaluer comment le marché a été affecté** par un événement et comment cela pourrait affecter les moyens d'existence, afin de pouvoir identifier des mesures d'appui au marché et aux moyens d'existence, dans des contextes d'urgence et post-urgence ;
- **Créer un point de référence** qui permettra de faciliter le suivi en dehors de périodes d'urgence, et les évaluations de marché en période de crise (préparation et intervention) ;
- **Evaluer la capacité des marchés à supporter des transferts monétaires** et/ou identifier des mesures d'appui au marché dans de bonnes conditions ;
- **Evaluer comment le marché a été affecté par un événement et comment cela pourrait affecter les moyens d'existence**, afin d'identifier des mesures d'appui au marché et aux moyens d'existence, dans des contextes d'urgence et post-urgence.

¹¹ Réseau SEEP (2013), 'Normes minimales pour le relèvement économique'.

Ce type d'évaluation est partie intégrante de la phase d'analyse de la situation. Au-delà de l'analyse des marchés de produits alimentaires ou de besoins de bases (hygiène, eau...) pour évaluer l'impact d'un événement sur la sécurité alimentaire, une évaluation de marché dans le cadre des moyens d'existence cherchera à évaluer les systèmes de marchés cruciaux desquels dépendent les moyens d'existence (emploi¹², services, intrants, actifs productifs...). Les moyens d'existence dépendent d'un réseau de services, commodités, marché de la demande, marché du travail ... pour leur fonctionnement et il est crucial de comprendre l'interdépendance entre ces facteurs, comment ils ont été affecté ainsi que l'impact pour les moyens d'existence.

L'évaluation cherchera également à identifier les défis que les acteurs pourraient rencontrer (et aussi les opportunités), afin de pouvoir proposer des actions directes ou indirectes sur le marché, qui pourraient aider les acteurs économiques à surmonter la crise.

EXEMPLE:

Après les inondations qui ont affecté les rizières et piscicultures au Honduras en 2011, une étude du marché du travail et des moyens d'existence a démontré l'interdépendance entre la perte d'investissements des producteurs de riz (aisés), les membres des familles les plus pauvres qu'ils employaient, les fournisseurs de services de transport, propriétaires de petits commerces ... Cette étude a permis d'identifier une série de mesures visant à accélérer la récupération des moyens d'existence de la zone:

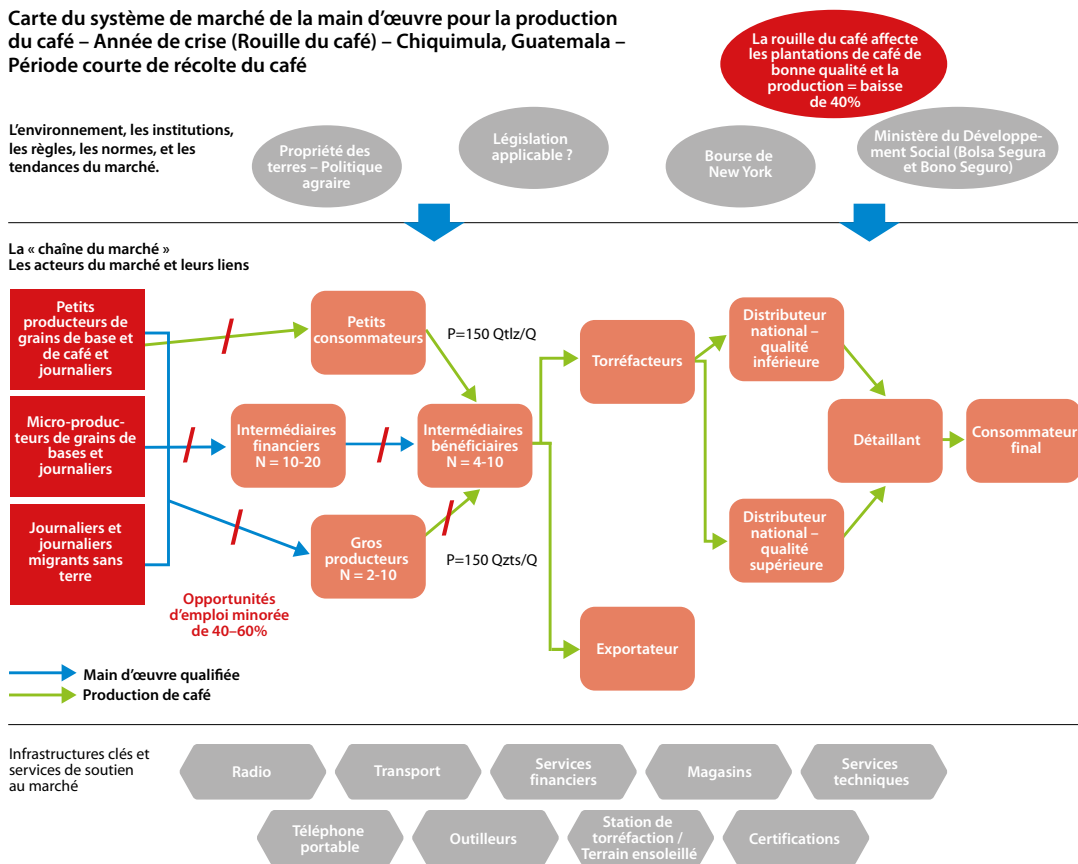
- Argent contre travail pour les plus pauvres, pour la réhabilitation des parcelles de culture de riz des ménages plus aisés, sous la forme de prêts indirects au plus aisés (l'agence paye les salariés et une partie est remboursable par les riziculteurs, directement à la communauté pour la construction des structures d'assainissement). Sans cette aide aux ménages les plus aisés, les riziculteurs n'auraient pu semer et transplanter à temps, ils n'auraient donc pas pu embaucher les familles les plus pauvres qui auraient dû émigrer ;
- Distribution d'intrants pour la culture rizicole ;
- Distribution d'argent en espèces pour la recapitalisation des petits commerces locaux.

Ces mesures ont permis de rétablir les moyens d'existence et aussi d'ouvrir des discussions entre les riziculteurs et les communautés au sujet des conditions de travail.

¹² Voir SC UK (2015), 'Labour Market Analysis Guidance', pour plus d'information sur l'analyse du marché du travail

Exemple de carte de système de marché de la main d'œuvre du café et de la production de café¹³

Carte du système de marché de la main d'œuvre pour la production du café – Année de crise (Rouille du café) – Chiquimula, Guatemala – Période courte de récolte du café



La carte ci-dessus montre les interrelations et interdépendance entre les acteurs du marché du café ainsi que la façon dont ils sont affectés par la rouille du café. Ce type d'étude, plus qu'une étude d'impact sur une catégorie de moyens d'existence, permet de voir comment les différents acteurs sont affectés, l'impact sur leurs relations, et ainsi ouvre l'horizon à une plus large gamme d'options de réponse pour une intervention intégrée.

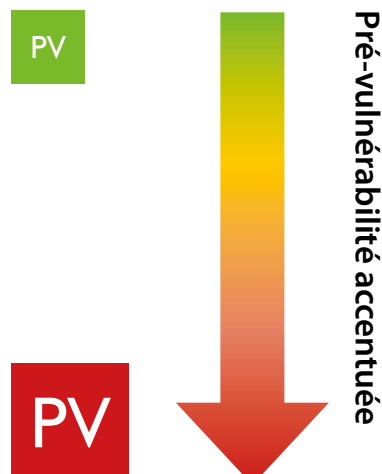
Le tableau ci-dessous (issu de la même analyse de marché), présente une analyse de risques et de vulnérabilité pour les différents groupes qui dépendent du café pour leurs moyens d'existence. Avec la cartographie de marché, cette analyse alimente l'analyse de la réponse, et permet non seulement de contribuer à la définition d'une réponse immédiate mais aussi de contribuer à l'élaboration d'une stratégie à plus long terme.

¹³ Oxfam (2013), 'Emergency market analysis: Supplementing and adapting the EMMA and GEM Methodologies in Guatemala - Chiquimula, July 2013'

Secteur/ Culture	Activité	Sécheresse	Rouille	Augmentation des températures	Malnutrition chronique	Malnutrition aigue	Situation foncière (accès à la terre)	Difficulté pour l'accès aux intrants et au crédits
Groupe Social	Journalier local et journalier local migrant	1	2	3	0	0	0	0
Groupe Social	Micro producteur + journalier	0	2	3	0	1	0	0
Groupe Social	Petit producteur + journalier	2	0	2	0	1	2	1
Groupe Social	Producteur moyen café	3	3	3	N/A	N/A	3	2
Groupe Social	Gros producteur café	3	3	3	N/A	N/A	3	3
Groupe Social	Femmes	1	2	3	0	0	0	0
Culture	Café	2	1	3	N/A	N/A	N/A	N/A

Indications pour la lecture de la table

N/A	Ne s'applique pas au secteur/culture/activité
3	Secteur/culture/activité est en majeure partie épargné par les impacts climatiques négatifs et les autres facteurs politiques / économiques
2	Secteur/culture/activité pourrait être partiellement impacté par les impacts climatiques négatifs et les autres facteurs politiques / économiques
1	Secteur/culture/activité pourrait être considérablement impacté par les impacts climatiques négatifs et les autres facteurs politiques / économiques
0	Secteur/culture/activité pourrait être très fortement impacté par les impacts climatiques négatifs et les autres facteurs politiques / économiques



- **Créer un point de référence qui permettra de faciliter le suivi en dehors de périodes d'urgence, et les évaluations de marché en période de crise. (préparation et intervention)**

Des outils comme l'Analyse et la Cartographie de Marché Pré-crise (PCMMA) permet d'élaborer des points de référence des marchés cruciaux pour les moyens d'existence dans une zone déterminée. Un point de référence facilitera et permettra d'effectuer plus rapidement l'analyse de marché en situation d'urgence. Cela permettra aussi une analyse continue des moyens d'existence (indirectement à travers le suivi des marchés critiques) et de contribuer à la définition d'un plan de contingence.

- **Cartographier et analyser les marchés pour évaluer leur capacité à supporter dans de bonnes conditions une intervention utilisant des transferts monétaires et/ou identifier des mesures d'appui au marché**

Après l'analyse de la situation et pendant l'analyse de la réponse, on envisagera des options de réponses (résultats attendus, population cible, durée, période...) ainsi que de modalités et associations de modalités. Pour les options d'intervention sélectionnées, on **déterminera les systèmes de marchés cruciaux qu'il conviendra d'analyser** afin de déterminer la modalité la plus appropriée.

Les systèmes de marché cruciaux sont «des systèmes de marché qui sont les plus pertinents dans l'urgence pour satisfaire les besoins de la population cible. Essentiellement, les marchés spécifiques qui ont ou pourraient avoir un rôle majeur dans la survie ou la protection des moyens de subsistance de la population cible».¹⁴

Raison pour lesquelles un système de marché peut être crucial ¹⁵	
Pourquoi le système est-il crucial	Nature du besoin
Il fournit les aliments ou les denrées indispensables à la survie	Écart entre ce que les ménages ont et ce qui est nécessaire pour répondre à des normes minimales de subsistance (Sphere)
Il fournit des intrants ou des biens pour la protection des moyens de subsistance	Insuffisance des intrants, des biens ou des services dont les ménages ont besoin pour protéger et soutenir les activités de subsistance (par exemple la production alimentaire)
Il fournit un revenu, des salaires ou l'accès à des acheteurs	Perte de la possibilité de vendre sa main d'œuvre, de vendre du bétail, du surplus de production, etc., dont les ménages ont besoin pour gagner un revenu minimum vital

L'étude des systèmes de marchés cruciaux devra nous permettre de conclure sur deux questions principales:

- Le marché a la capacité de répondre dans de bonnes conditions (temps, qualité, proximité...) à la demande créée par un programme de transferts monétaires sans avoir d'effets négatifs sur le marché (prix, disponibilité, qualité des produits...)?
- Si la réponse est non, quelles sont les possible mesures d'appui au marché qui le rendrait capable de supporter dans de bonnes conditions des transferts monétaires?

La méthodologie EMMA¹⁶ est la plus couramment utilisée pour ce type d'évaluation.

¹⁴ EMMA toolkit, Glossaire p. 206

¹⁵ EMMA toolkit, p. 130, encadré 7.2

¹⁶ Disponible sur <http://emma-toolkit.org>

Leçons apprises

- Il existe peu d'expériences d'analyse de marché formelle en Amérique Centrale.¹⁷
- Les organisations impliquées dans des programmes faisant appel aux transferts monétaires pour les moyens d'existence sont conscientes de la nécessité de conduire des analyses et cartographie de marché, mais la majorité d'entre elles se limite au suivi des prix et de données secondaires (suivi des cultures MAGA/FAO, MFews pour le suivi des prix et mouvements de produits alimentaires au niveau national ou régional...). Le suivi des prix et mouvements des produits n'est pas une étude de marché.
- Pendant les quatre années passées, les multiples interventions de transferts monétaires pour la protection des moyens d'existence ont entraîné la collecte de nombreuses informations sur les marchés qu'il serait opportun de compiler et analyser afin d'identifier les brèches en terme de données de référence.
- La présence des acteurs dans la région et la dynamique actuelle autour des transferts monétaires doivent permettre d'établir des références au niveau national. La dynamique actuelle autour des programmes sociaux, interventions saisonnières, réponses répétées aux urgences récurrentes justifie pleinement l'investissement dans des données de référence.
- La vente de main d'œuvre saisonnière est un élément crucial pour les revenus des foyers les plus pauvres, et une étude de marché de la main d'œuvre (associé à une étude HEA) permettrait de contribuer à la définition de seuils critiques pour les systèmes d'alerte précoce et/ou de protection sociale.
- Les compétences pour mener des études formelles des marchés critiques pour les moyens d'existence en Amérique centrale nécessitent d'être renforcées.
- Une étude de marché n'est pas toujours nécessaire. Par exemple, une distribution d'argent en espèces par la Croix Rouge Guatémaltèque à 125 familles de Cambray II, Guatemala Ciudad, ne représente pas un volume significatif au niveau d'un marché urbain.
- L'implication des autorités locales? La loi SAN¹⁸ au Guatemala mentionne que chaque municipalité devrait suivre les marchés ; en pratique, toutefois, cette loi ne s'applique que très rarement.

C. SÉLECTION DES MODALITÉS

Lors de la sélection des modalités pour la mise en œuvre des interventions d'appui aux moyens d'existence, différents éléments doivent être pris en compte parmi lesquels:

- La cohérence de la modalité avec les capacités et préférences des communautés ;
- Les caractéristiques des systèmes de marchés cruciaux. Sont-ils appropriés pour une intervention comprenant une ou plusieurs modalités de transferts monétaires ? Existe-t-il des risques concernant la qualité des produits et/ou services auxquels accéderont les ménages? Dans quelle mesure est-il possible de contrôler ou d'atténuer ces risques?
- Les options disponibles pour les transferts monétaires ;
- Les risques sécuritaires liés à chaque modalité (pour les bénéficiaires, pour les distributeurs d'argent liquide et pour l'organisation) ;
- Le temps disponible pour la mise en œuvre ;
- Les compétences disponibles pour la mise en place du projet ;
- L'analyse des risques (sécuritaires, sociaux...) associés à chaque modalité ;

¹⁷ Exemple: Oxfam (2013), 'Emergency market analysis: Supplementing and adapting the EMMA and GEM Methodologies in Guatemala – Chiquimula, July 2013'

¹⁸ SAN: Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

- Les politiques du gouvernement concernant les interventions monétaires ;
- Les risques d'impact négatif possible («do no harm»);
- Le rapport coût-efficacité ;
- Les opportunités d'activités complémentaires présentant une valeur ajoutée intéressante ;
- Les liens possibles avec une intervention à plus long terme.

Leçons apprises sur les pratiques en Amérique Centrale

- Deux facteurs importants pris en compte pour la prise décision sont:
 - **Les actions entreprises par les autres** acteurs, ce qui est intéressant du point de vue de la cohérence et de la gestion des conflits entre les communautés. Cependant, des institutions comme le PAM ou les gouvernements ont des mandats spécifiques, ce qui les empêche parfois d'opter pour des modalités plus «complexes» (combinaison de modalités, argent contre formation...) avec une valeur ajoutée potentielle. Chaque organisation doit prioriser l'option la meilleure pour les ménages et la plus cohérente avec sa stratégie et sa capacité.
 - **La volonté des bailleurs de fonds** influence fortement la prise de décision pour de nombreuses organisations. Bien qu'il soit important de prendre en compte et respecter la stratégie des bailleurs de fonds, **les avantages et désavantages de chaque modalité dépendront avant tout du contexte**. Il n'existe pas de recette, de modalité qui puisse s'appliquer dans tous les contextes ; bien que les bailleurs de fonds soient de plus en plus favorables aux transferts monétaires, **le choix de la modalité doit être avant tout le résultat d'une analyse de la réponse qui viendra justifier la décision prise**.
- **Les transferts monétaires ne constituent pas toujours l'option la moins coûteuse**, d'autant plus lorsque les coûts supportés par les destinataires de ces transferts sont inclus (i.e. pour se déplacer vers les points de retrait des coupons ou d'argent, pour le transport des marchandises). Les discussions pendant l'atelier ont montré que ces coûts ne sont que rarement considérés pour le calcul du rapport coût-efficacité.
- **Les préférences des personnes/communautés** sont rarement prises en compte ; les comportements paternalistes sont assez courants parmi les travailleurs des différentes agences.
- **Une modalité qui est appropriée aujourd'hui ne le sera pas forcément demain**. Dans les programmes de moyens d'existence, la saisonnalité est un facteur qui influence énormément le contexte des interventions, et par suite la validité du choix de la modalité qui pourra aussi avoir un aspect saisonnier.
- **Considérer les associations de modalités**. Dans le cadre des interventions dans le secteur des moyens d'existence, plusieurs formes d'assistance sont souvent associées (intrants, services, actifs) ; il est toujours conseillé de considérer la possibilité d'associer plusieurs modalités.

De nombreuses agences ont développé des cadres analytiques ainsi que des arbres décisionnels pour guider les analyses de la réponse, tant sur le type d'intervention que pour les modalités. On peut citer à titre d'exemple l'«arbre décisionnel d'Oxfam pour une réponse appropriée pour les moyens d'existence» et l'«arbre décisionnel EMMA pour les interventions basées sur les marchés (offre).

4. ASPECTS COMPLÉMENTAIRES ET TRANSVERSAUX

A. MOBILISATION SOCIALE ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

Les transferts monétaires ne sont en aucun cas un programme en soi, y compris s'ils représentent l'intervention principale dans le cadre d'un projet. Les mesures d'accompagnement, pour le moins de mobilisation sociale, sont indispensables pour maximiser les chances de succès du projet.

Il convient de **ne pas sous-estimer la complexité que peut représenter pour les ménages l'utilisation de transferts monétaires** (parfois par le biais d'une combinaison de modalités) dans le cadre du soutien aux moyens d'existence ; ces modalités demandent une plus grande implication et participation que les distributions en nature, et les destinataires doivent suivre des procédures définies pour accéder aux fonds ou utiliser les coupons. La mise en place de tout type de projet et en particulier ceux-ci doivent s'accompagner d'activités de communication sur les raisons et les objectifs du projet, de sensibilisation sur les procédures liées à la modalité (utilisation des coupons, téléphonie mobile, argent en espèces, restrictions éventuelles...), sur les systèmes de réclamation.

Les montants à transférer pour la récupération ou le renforcement des moyens d'existence en particulier (avec acquisition de nouveaux actifs) sont souvent plus élevés que les sommes que les ménages les plus vulnérables ont l'habitude de gérer. Il est indispensable, dans la phase de préparation, d'évaluer la capacité des ménages à gérer les fonds que le projet envisage de transférer ; si nécessaire, les ménages peuvent être appuyés pour la gestion de ces fonds, à travers l'aide pour la planification des dépenses et la gestion d'actifs productifs.

Les projets de diversification des moyens d'existence et de renforcement de la capacité de résilience amènent des notions et compétences nouvelles qu'il faut développer avec les communautés et ménages participant au projet.

Les projets de protection et de récupération de moyens d'existence représentent aussi des opportunités pour renforcer les moyens d'existence, la résilience et les capacités. **Les mesures d'accompagnement doivent avant tout être perçues comme des opportunités d'apporter une valeur ajoutée au projet**, de relier les activités avec des objectifs à plus long terme, d'atteindre des résultats au-delà de ceux escomptés initialement.

Exemples de mesures complémentaires aux transferts monétaires pour le renforcement des moyens d'existence

	Activités/objectifs
Accompagnement financier	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités de gestion des ressources financières et des activités génératrices de revenu • Aide à la planification des investissements et dépenses • Soutien à la gestion des finances au niveau communautaire (mécanismes de prise de décision, de mise à disposition de fonds) • Développement participatif d'outils de gestion • Mise en relation avec des institutions de micro finance • Appui à la gestion des capitaux en période de crise (ex: déstockage, restockage)
Accompagnement technique	<ul style="list-style-type: none"> • Développement de nouvelles compétences pour les ménages, groupes et/ou autorités communautaires • Mise en relation avec les services techniques existants (étatiques ou autres)
Support aux acteurs du marché	<ul style="list-style-type: none"> • Appui aux acteurs sous forme de prêt pour augmenter l'offre • Appui logistique temporaire (stockage, transport) • Appui technique pour le contrôle de la qualité, services vétérinaires
Autres activités	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation à la notion de résilience • Appui à la gestion des ressources naturelles en particulier dans le cas de projets agricoles et d'élevage • Etude de marché, de chaînes de valeur, de l'offre existante, de la demande et de son potentiel d'expansion • Sensibilisation sur le droit aux prestations de protection sociale • Formation sur le rôle potentiel des organisations communautaires dans les programmes de protection sociale

B. INTÉGRATION DU CONCEPT DE RÉSILIENCE

Le concept de résilience appliqué aux moyens d'existence est «à la mode» dans la région ; d'après les expériences des participants, il s'applique surtout à petite échelle, dans le cadre de projet d'argent contre travail. Cependant de nombreuses agences l'ont inclu dans leurs stratégies à moyen et long terme.

1. Définition : la résilience dans le cadre des moyens d'existence

La résilience: il s'agit de la « capacité à résister, à récupérer ou à s'adapter aux conséquences d'un choc ou d'un changement »¹⁹. « La résilience est une approche à long terme qui met l'accent sur la capacité à rebondir mais aussi à intégrer l'adaptation et la transformation lorsqu'un changement se produit »²⁰. Ce concept comprend aussi l'amélioration de la situation socioéconomique et des conditions des moyens d'existence à long terme.

¹⁹ IDS, 2012 – Resilience: New Utopia or New Tyranny?

²⁰ BC3, 2011 – Multidisciplinary perspectives on urbanresilience

2. La résilience dans le contexte du «Corredor Seco»

Les principaux risques sur les moyens d'existence identifiés pendant l'atelier sont les suivants:

- le changement climatique et «el niño», entraînant sécheresses et rouille du café ;
- l'insécurité alimentaire saisonnière et cyclique ;
- le niveau de pauvreté estimé à 75 à 90% de la population ;
- les services de santé et d'éducation déficients ou parfois inexistantes ;
- peu d'alternatives pour les moyens d'existence et les sources d'emploi ;
- des sources de revenu et de nourriture incertaines (forte dépendance aux variations climatiques, niveau de production du café et niveaux mondiaux des prix) ;
- infrastructures en mauvais état (réseau routier et de communication, marchés).

Principaux défis et opportunités identifiées

Défis	Opportunités
<ul style="list-style-type: none"> • Le système agricole et d'élevage s'est effondré il y a 12 à 17 ans ; les services techniques et les centres de recherche (Copal) ont disparu. • Le changement climatique a amené les acteurs privés à changer de production et à investir dans la production de café. Les plus pauvres sont maintenant extrêmement dépendants du travail saisonnier pour la récolte du café. • La "rouille du café" et la sécheresse impactent négativement la demande de main d'œuvre. • Le Ministère de l'agriculture n'alloue pas de ressources pour agir sur cette problématique à long terme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les programmes de protection sociale étatiques existants pourraient contribuer à améliorer la résilience des ménages les plus pauvres s'ils étaient correctement mis en œuvre.
<ul style="list-style-type: none"> • La majorité des acteurs dans la zone du corredor seco sont des acteurs humanitaires qui interviennent année après année avec des réponses à court terme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Quelques agences ayant un double mandat (humanitaire et de développement), commencent à travailler sur des projets de 2 à 3 années et investissent dans la définition de stratégies de sécurité alimentaire et de soutiens aux moyens d'existence à moyen et long terme.
<ul style="list-style-type: none"> • Manque de volonté politique pour appuyer les changements de systèmes productifs et moyens d'existence dans la zone. 	<ul style="list-style-type: none"> • Travailler en collaboration avec les plans municipaux de développement qui existent dans la majorité des cas.
<ul style="list-style-type: none"> • Les sécheresses et autres crises à développement lent n'entrent pas dans le plan de contingence national (CONRED) ; peu "visibles", ces crises n'entrent pas dans les priorités du gouvernement. 	<ul style="list-style-type: none"> • D'autres menaces sont prises en compte dans les plans de la CONRED et une opportunité existe pour inclure la sécheresse.
<ul style="list-style-type: none"> • Les systèmes communautaires d'alerte précoce doivent être institutionnalisés. Des systèmes sont développés avec le soutien d'ONG mais les gouvernements n'apportent pas un suivi adéquat. 	<ul style="list-style-type: none"> • Différents ministères, agences des Nations Unis et ONG collectent des données, mais ces données ne sont pas centralisées et vulgarisées.
<ul style="list-style-type: none"> • INSIVUMEH possède des informations mais ne les vulgarise et ne les communique pas. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ces informations, si elles étaient vulgarisées, pourraient être utiles aux populations.

3. Exemples d'activités en relation avec les transferts monétaires et les moyens d'existence qui pourraient améliorer la résilience des plus vulnérables dans le «Corredor Seco»

Interventions sur les politiques publiques et les institutions :

- plaider et contribution aux systèmes de protection sociale existants (pour qu'ils se focalisent sur la pauvreté chronique, pour l'adoption de modèles d'appui saisonnier pendant les périodes de soudure faisait appel à des transferts monétaires conditionnels ou inconditionnels) ;
- institutionnaliser la sécheresse comme une menace dans le plan de contingence national, et lier ce plan à un protocole de réponse doté d'un budget pour des transferts monétaires pour la protection des moyens d'existence ;
- créer un plateforme nationale de réponse à la sécheresse incluant la SESAN (Sécurité alimentaire), le MAGA (ministère de l'agriculture) et la CONRED, pour la collecte et la diffusion d'informations, la réponse aux urgences et l'élaboration d'une approche intégrée des moyens d'existence à moyen et long terme. ;
- travailler sur la problématique des droits des travailleurs dans les plantations de café et au-delà ;
- plaider pour l'amélioration des services de santé et d'éducation.

Interventions sur les capitaux sur lesquels reposent les moyens d'existence :

- explorer les options de micro-assurances pour les petits producteurs ;
- explorer les possibilités de diversification des moyens d'existence et du marché de l'emploi ;
- bourses et activités de formation pour la diversification des moyens de d'existence des jeunes ;
- activités d'argent contre travail pour des travaux communautaires (amélioration de la résilience, gestion des problématiques d'érosion des sols, amélioration des techniques agricoles, cultures adaptées au changement climatique) ;
- améliorer les plans de gestion de bassins versants et de gestion intégrée de l'eau.

Les défis identifiés, les exemples d'activités proposées par les participants ainsi que les publications existantes sur la thématique de la résilience appliquée aux moyens d'existence soulignent l'importance d'une approche intégrée pour la résilience et pour les interventions à moyen et long termes.

Entre autres documents de référence, l'édition 2013 du document de la FAO «La résilience des moyens d'existence: Réduction des risques de catastrophe pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle»²¹ base sa structure sur 4 piliers en lignes avec 4 des 5 priorités du cadre d'action de Hyogo : (1) créer un environnement propice (2) vigiler pour protéger (3) appliquer des mesures de mitigation et de prévention (4) se préparer pour répondre. Les deux premiers piliers se concentrent essentiellement sur la partie «politiques, institutions et processus» du cadre des moyens d'existence durables (renforcement institutionnel, bonne gouvernance pour la réduction de risques et désastres, systèmes d'alerte précoce et information). Le troisième pilier est centré sur la promotion et la diversification des moyens d'existence et pratiques de réduction des risques pour les moyens d'existence. Le quatrième pilier se concentre sur la préparation pour la réponse et pour la récupération efficace de moyens d'existence.

Le document «**Vers la Résilience, un guide pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique**»²² présente également une liste de 10 principes pour la mise en œuvre d'une approche intégrée pour la résilience des moyens d'existence.

²¹ Disponible sur www.fao.org/emergencies/ressources/documents/ressources-detail/fr/c/180109/

²² Turnbull, M., Sterrett, C.L. et Hilleboe, A. (2013), «Vers la Résilience, un guide pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique» Chapitre 4.2, disponible sur www.crs.org/sites/default/files/tools-research/vers-la-resilience-un-guide-pour-la-reduction-des-risques-de-catastrophes-et-ladaptation-au-changement-climatique.pdf

Les programmes de transferts monétaires pour l'appui aux moyens d'existence offrent de nombreuses opportunités de contribuer au processus de renforcement de la résilience, que ce soit à travers la contribution aux systèmes de protection sociale (travaux communautaires temporaires, accès aux systèmes d'assurance contributifs), du renforcement des connaissances au niveau familial, communautaire et/ou local sur les problématiques de résilience pour les moyens d'existence (bourses d'étude conditionnées, argent contre formation ...), des transferts pour le renforcement des moyens d'existence et/ou de la diversification des sources de revenus et de nourriture, argent contre travail pour la protection, création et ou renforcement d'actifs et/ou infrastructures.

Ces dernières années la majorité des interventions dans ce secteur se sont limitées à des activités ponctuelles, en général dans des contextes de réponses humanitaires et dans le cadre de projet d'argent contre travail. La récurrence des crises amène les agences humanitaires à réviser leurs stratégies pour les inscrire dans des projets à plus long terme.

De nombreuses expériences et connaissances ont été acquises ces dernières années sur les thèmes des transferts monétaires pour l'appui aux moyens d'existence ; elles pourront être valorisées dans le cadre de programmes intégrés de renforcement de la résilience des moyens d'existence.

Il est important de mentionner ici que l'approche de la résilience pour les moyens d'existence est complexe, et qu'elle implique une variété de concepts et de connaissances, et que les agences, tant dans les phases de conception que de mise en œuvre devront pouvoir mobiliser les compétences nécessaires et développer ces capacités à l'intérieur de leurs équipes.

C. SUIVI ET ÉVALUATION

Le suivi est un exercice de collection et d'analyse de données qui permet de mesurer l'atteinte des objectifs, de vérifier le processus de mise en œuvre du projet et d'analyser l'évolution du contexte, afin de réorienter ou ajuster les modalités de mise en place du projet si nécessaire (ciblage, montant, modalité, mesures d'accompagnement, nombre de versements...).

- **Le contexte: le suivi, un outil d'évaluation dynamique de la situation**

Le choix de l'intervention et de la modalité est le résultat de l'analyse du contexte ; si le contexte venait à changer, on pourra être amené à reconsidérer les conclusions de l'analyse initiale de la réponse. Indépendamment des activités du projet, le contexte sécuritaire ou les caractéristiques des systèmes de marchés (prix, qualité de produits, nombre d'acteurs, disponibilités...) peuvent évoluer et devront être suivis et analysés en continu.

Une cartographie et analyse de marché peut ainsi montrer par exemple que des transferts d'argent en espèce sont appropriés dans un contexte donné ; toutefois, si un facteur venait à changer les fondements de cette analyse (ex: rupture de chaîne d'approvisionnement d'intrants, épidémie chez les petits ruminants...), la pertinence de cette analyse pourrait être reconsidérée.

- **Le processus de mise en œuvre du projet (aspect opérationnel)**

Au-delà des indicateurs de suivi de mise en œuvre du projet, le système de suivi intégrera des aspects spécifiques à l'utilisation des transferts monétaires (voir HPN [2011], 'Revue de bonnes pratiques numéro 11 : Programme de transferts monétaires dans les situations d'urgence', p. 82 à 90²³, et aussi FISCR [2015], 'Cash in emergency toolkit'²⁴). De la même façon, on utilisera les systèmes de suivi propres aux projets de moyens d'existence.

²³ Disponible sur http://hpn.fd-dev.co/wp-content/uploads/2011/06/GPR11_French.pdf

²⁴ Disponible sur rcmcash.org

Exemples d'indicateurs de contribution des transferts monétaires aux moyens d'existence:

	Indicateurs
Utilisation des fonds	<ul style="list-style-type: none"> • % du montant total utilisé pour l'achat d'actifs productifs • % du montant total utilisé pour la protection d'actifs existants • % du montant utilisé pour la création d'une nouvelle activité génératrice de revenus
Capital productif	<ul style="list-style-type: none"> • Variation de la valeur du capital productif (ex: nombre d'animaux et leur valeur) spécifiquement due aux transferts monétaire • Augmentation du nombre de types de capitaux productifs (diversification)
Capital naturel	<ul style="list-style-type: none"> • Surface de terre arable ayant bénéficié de protection dans le cadre de l'activité argent contre travail • % du temps pendant lequel un pâturage de qualité est disponible • % de surface boisée
Capital social	<ul style="list-style-type: none"> • % de l'argent reçu ayant servi à rembourser des dettes • Niveau d'endettement du ménage • % du montant reçu ayant été partagé au sein de la communauté
Capital financier	<ul style="list-style-type: none"> • % de ménages ayant accès aux groupes d'épargnes et de crédit • % d'augmentation de revenu dû au renforcement des moyens d'existence • Nombre de sources de revenus du foyer dues aux transferts monétaires
Capital humain	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de ménages ayant développé des nouvelles compétences techniques • Nombre de ménages ayant renforcé leurs compétences en gestion d'activités génératrices de revenu

D. PROGRAMMES DE MOYENS D'EXISTENCE ET PROTECTION SOCIALE

Il existe différentes définitions de la protection sociale. Dans le cadre de cet événement a été mis en avant le principe du droit à la protection sociale: «L'accès à un niveau approprié de protection sociale est un droit fondamental de tous les individus, reconnu par les lois internationales du travail et par les Nations Unies. De plus, la protection sociale est considérée comme un instrument pour la promotion du bien-être humain et le consensus social, qui favorise la paix sociale et est indispensable pour l'atteindre, et donc pour favoriser la croissance équitable, la stabilité sociale et le développement économique» (OIT).

Dans la pratique, cela inclut les composante suivantes :

- **Assurances** (santé, chômage, vieillesse) ;
- **Assistances sociales:** transferts prévisibles et à long terme pour que les personnes qui n'ont pas accès à un capital physique et/ou humain suffisant puissent accéder à un niveau minimum de revenu et couvrir leurs besoins de base ;
- **Législation:** comprend les lois et politiques nationales qui définissent et garantissent tous les sous-ensembles de la protection sociale aux résidents de chaque pays.

En Amérique Latine, continent où les niveaux d'inégalité sont les plus importants au monde, peu de systèmes de protection sociale, et donc de mécanismes de solidarité institutionnalisés, existent. Le contexte ces quatre dernières années dans le 'corredor seco' a démontré que les personnes les plus vulnérables n'ont pas la capacité de protéger et de réhabiliter leur moyens d'existence sans aide extérieure.

De la même façon, les agences de coopération ne peuvent mettre en œuvre des programmes de renforcement des moyens d'existence (diversification des sources de revenus et d'alimentation, augmentation de la résilience...) si les ménages n'ont pas la capacité de couvrir leurs besoins les plus urgents et de protéger leurs moyens d'existence en contexte de crise.

La majorité des agences se sont impliquées dans des projets à court terme pour répondre aux crises successives pendant ces dernières années, sans pour autant pouvoir développer des stratégies et programmes à long terme. Dans ce contexte de crise «chronique», il est crucial de pouvoir fonder, en parallèle des programmes d'urgence, les bases pour le développement des moyens d'existence, ce qui implique en premier lieu la couverture des besoins de base.

Exemples de programmes de protection sociale en Amérique Centrale

Type de programme	Défis	Pays
Bono Seguro (transferts monétaires mensuels conditionnés) Goûters scolaires Emplois communautaires	Corruption Politisation Pas de suivi des résultats Manque de volonté politique pour la mise en œuvre Manque de continuité, de transparence et de ressources	Guatemala
Accès gratuit à la santé Alimentation scolaire Appui économique aux personnes âgées dans les zones rurales	Politisation Manque de continuité (commence avec un gouvernement et se termine avec le gouvernement suivant)	El Salvador

Ces exemples illustrent les défis dans la région. La majorité des gouvernements inscrivent des programmes de protection sociale dans les politiques publiques et sont conscients de leur nécessité ; toutefois, ces programmes ont tendance à être politisés, ne constituent pas des priorités budgétaires, et finissent pas être très irréguliers et donc inefficaces. Les Etats ne respectent pas leur devoir de protection sociale et les personnes les plus vulnérables ne parviennent pas à couvrir leurs besoins de bases et protéger leurs moyens d'existence.

Dans le passé, plusieurs organisations ont contribué à la conception de programmes de protection sociale (ex: GETCO²⁵ au Guatemala) qui ont été inscrits dans les politiques publiques mais ne furent pas mis en œuvre, par manque de volonté politique, de budget. Dans ce contexte, il est nécessaire que les agences explorent de quelles façons les acteurs humanitaires et de développement peuvent contribuer au développement et à la mise en œuvre de ce type de programmes, afin de créer les conditions minimales pour le développement de programmes de renforcement des moyens d'existence.

²⁵ Création d'emploi temporaires communautaires



PHOTO: NOAH FRIEDMAN-RUDOVSKY / OXFAM GB

Il existe plusieurs options parmi lesquelles:

- **Le plaidoyer** (auprès des gouvernements, de la Banque Mondiale...) pour mettre en évidence les besoins, défendre la protection sociale comme un droit, assurer les budgets nécessaires, informer sur les initiatives qui ont porté leurs fruits dans la région, démontrer l'importance de la protection sociale pour l'efficacité des programmes de moyens d'existence, établir des stratégies de plaidoyer pour le droit à la protection sociale ;
- **Contribuer à la conception des programmes de protection sociale:** définition de méthodologie et de critères pour la sélection des ménages afin de proposer des standards neutres et éviter la politisation ;
- **Informer sur les différentes modalités:** systèmes contributifs et non-contributifs ;
- **Appui social et technique:** micro-assurance, caisse d'épargne avec fonds solidaires ;
- **Innover, expérimenter, démontrer.**

Diverses initiatives existent dans la région: fond de financement solidaire Choluteca, Corredor Seco au Honduras, mis en place à travers le «programme spécial pour la sécurité alimentaire» (Pesa²⁶) de la FAO, assurance agricole avec contribution minimale en Haïti, argent contre travail pour caisses de résilience communautaires ... une variété d'exemples en Bolivie (assurance agricole étatique), avec une participation active des organisations rurales en Colombie, au Mexique.

Dans ce contexte où les états ne remplissent pas leurs devoirs, où les systèmes contributifs ne sont pas accessibles pour les plus pauvres, en contexte de «crise chronique», il est indispensable que les agences qui interviennent dans le secteur des moyens d'existence s'impliquent pour impulser une dynamique de protection sociale, condition sine qua non pour le développement des moyens d'existence.

²⁶ Pour plus d'information, voir www.fao.org/in-action/pesa-centroamerica/es/

5. RECOMMANDATIONS

- La sélection des modalités semble dépendre essentiellement des stratégies des autres acteurs dans la zone et de la volonté des bailleurs de fonds. On observe au Guatemala une certaine uniformité du type d'interventions ce qui peut présenter des aspects positifs, mais provoque aussi des questionnements sur le processus de sélection des modalités, sur les stratégies propres à chaque organisation et sur la capacité d'analyse du contexte des agences. **Le processus de détermination des modalités doit toujours être le résultat de l'analyse du contexte et de la réponse.**
- **La modalité «argent contre travail» prédomine largement sur les autres modalités** pour la mise en œuvre de projets de moyens d'existence. Il est toutefois important de noter qu'imposer la participation à des travaux ne se justifie pas toujours ; de plus, dans les cas fréquents où ces travaux ne sont pas des travaux communautaires mais des travaux d'intérêt personnel (par ex. mise en place de compostières individuelles, barrières antiérosives vives ou mortes dans les parcelles privées), il serait plus approprié de parler de transferts conditionnés que d'argent contre travail.

Dans de nombreux cas, en particulier pour la création d'emplois temporaires en zone d'insécurité alimentaire chronique, l'argent contre travail est un modalité pertinente ; dans d'autres contextes en revanche, d'autres modalités qui apporterait plus de valeur ajoutée pourrait être envisagées, y compris les transfert non-conditionnés, ou avec une plus ample gamme de conditions (ex: mélange de mesures de protection des moyens d'existence et de formation dans le cadre d'un projet à plus long terme).

- **Le calcul des valeurs des transferts pour la protection des moyens d'existence** n'est en général pas le résultat d'une analyse qui considère les seuils de protection des moyens d'existence. Dans la pratique, les agences considèrent essentiellement les besoins alimentaires, le coût du panier alimentaire, bien que l'objectif soit la protection des moyens d'existence. Dans le cadre de la définition de stratégies à moyens et long terme, il est recommandé de reconsidérer la pertinence de cette approche, en évaluant la valeur ajoutée possible d'une autre méthode de calcul permettant de baser la valeur des transferts sur des besoins réels, sur les objectifs du programme, en considérant les seuils de protection des moyens d'existence
- De nombreuses informations ont été récoltées ces dernières années dans le cadre de l'analyse de la situation et des marchés. **Il serait intéressant de compiler ces informations, identifier les lacunes et collecter les informations manquantes pour l'élaboration de d'informations de référence pertinentes pour les moyens d'existence.**

Les informations de référence doivent correspondre réellement aux informations nécessaires pour des projets d'appui aux moyens d'existence et dans le cadre de la préparation aux urgences (par ex: marché du grain de café et de la main d'œuvre pour la production et la récolte du café).

- **La récurrence des crises représente un obstacle important pour les programmes à plus long terme.** Dans la définition de stratégies à moyen et long termes pour les moyens d'existence dans des zones affectées par des crises récurrentes, différentes approches sont en cours d'expérimentation et certaines pourraient être appropriées pour la région. L'association d'activités de préparation, y compris pour les réponses aux urgences dans le cadre d'un projet à plus long terme (par ex l'approche «crisis modifier»), avec l'inclusion de composantes de protection sociale dans les stratégies des moyens d'existence pourraient s'avérer être des options intéressantes pour le contexte du 'corredor seco'.
- **La coordination sur des thématiques «transversales» comme la résilience ou les transferts monétaires a été identifiée comme un besoin par les acteurs.** Il n'existe pas dans la région de mécanismes de coordination sur ces thèmes, ce qui nuit aux processus de capitalisation, d'échanges, d'apprentissages, de formation, des processus cruciaux pour l'amélioration de la qualité et de l'impact des interventions.

- Les actions de renforcement et de protection des moyens d'existence se concentrent essentiellement sur les actifs existants (ex. protection des sols), ce qui exclut automatiquement les ménages les plus pauvres qui ne possèdent pas d'actifs. Ces activités sont mises en place y compris en contexte d'urgence sans toujours considérer d'autres mesures pour les plus vulnérables. Il est certain que **des ménages parmi les plus pauvres n'ont pas le capital physique et/ou humain pour développer leurs propres activités ; toutefois ils ne peuvent pas être exclus de façon systématique des programmes de moyens d'existence.**
- **Supporter les stratégies de protection sociale à travers la promotion d'activités:**
 - Pour **proposer des standards neutres** (méthodologie et critères de sélection des ménages vulnérables, méthodes de vérification et actualisation des listes...);
 - Pour **démontrer** l'impact des programmes de protection sociale sur l'efficacité des programmes de renforcement des moyens d'existence, et ainsi établir des stratégies de plaidoyer pour le droit à a protection social ;
 - Pour **contribuer** à la conception technique des programmes de protection sociale.
- **Traduire les documents clés sur les moyens d'existence et les transferts monétaires en langue espagnole :** de nombreux sites internet et documents clés (y compris des études sur des pays hispanophones) sont disponibles seulement en anglais et ne sont donc pas accessibles pour de nombreuses personnes dans la région.
- **Les participants à l'atelier ainsi que d'autres acteurs ont fait part de leurs besoins en renforcement de capacité sur les thématiques de transferts monétaires et des moyens d'existence.** Le renforcement des capacités pourrait prendre la forme d'événements d'apprentissage et d'échange d'expériences ; en effet, cette approche a été appréciée des participants, pour la complémentarité entre les sessions théoriques, les études de cas et les échanges d'expériences. La diversité des expériences dans les pays et sous-régions d'Amérique latine offre un potentiel important d'apprentissage basé sur les échanges d'expériences.

6. SOURCES D'INFORMATIONS ET LIENS UTILES

- **Pour informations contextuelles**

- [Centroamérica en cifras, Datos de seguridad alimentaria nutricional 2013](#)
- [MFews](#)

- **Documents de référence**

- [La résilience des moyens d'existence: Réduction des risques de catastrophe pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle - Édition 2013, FAO](#)
- [Vers la Résilience, M. Turnbull, C. L. Sterret et A. Hilleboe, 2013](#)
- [Revue de bonne pratique. Programme de transferts monétaires dans les situations d'urgence Paul Harvey et Sarah Bailey, juin 2011](#)
- [Normes minimales pour le relèvement économique, 2013, Réseau SEEP](#)
- [Guide rapide pour les missions. Analyse des institutions locales et des moyens d'existence. FAO, Rome, 2006](#)
- [Child Safeguarding in Cash Transfer Programming. A practical tool. Hannah Thompson, Save the Children, 21012](#)
- [Notes d'information sur les moyens d'existence durables DFID](#)
- [Labour Market analysis in humanitarian contexts. A practitioner's guide \(IRC, Save the Children, Mercy Corps\), 2015](#)
- [Labor and Market Assessment Guidance and Tip Sheet, Mercy Corps June 2015](#)

- **Sites de référence**

- www.cashlearning.org
- www.livelihoodscentre.org (boîte à outils à paraître en Français en Février 2016)
- <http://emma-toolkit.org/get/telechargez>
- <https://ifrc.csod.com/client/ifrc/default.aspx> (plateforme pour formation en lignes)
- www.sraf-guidelines.org
- <http://practicalaction.org/consulting-pmsd-training> (participatory market systems development training)
- <http://rcmcash.org>
- www.livestock-emergency.net/fr



The Cash Learning Partnership

Le présent document ainsi que l'atelier d'apprentissage qui a eu lieu dans la ville de Guatemala les 16 et 17 novembre 2015 considèrent en priorité le contexte d'Amérique Centrale. Etant donné le profil des participants et la complexité de la problématique régionale (zone du «corredor seco» exposée à des sécheresses récurrentes, ouragans, niveaux élevés de malnutrition chronique, impact du changement climatique...) il a été considéré pertinent de se limiter au contexte de l'Amérique Centrale pour les études de cas. Toutefois, nombres des informations contenues dans ce document peuvent être utiles pour d'autres contextes d'Amérique Latine et des Caraïbes (LAC).

Dans la région LAC, de nombreux programmes utilisant les modalités des transferts monétaires, en général conditionnels, ont été mis en œuvre ces dernières années. Les transferts monétaires sont de plus en plus fréquemment employés dans les contextes humanitaires, essentiellement dans le cadre de projets de sécurité alimentaire et pour la construction et réhabilitation de biens communautaires et ouvrages publics. On observe une acceptation croissante de cette modalité comme outil multi-sectoriel pour les réponses humanitaires et pour rompre le cycle de pauvreté, ainsi que pour les programmes de moyens d'existence. Il n'existe cependant pas aujourd'hui de plateforme régionale d'échange d'expériences et d'apprentissage pour cette thématique. Cet atelier a ainsi pour objectif d'initier un processus visant à combler cette brèche, en commençant par les «transferts monétaires pour les moyens d'existence».

La présente étude a été commandée par le Cash Learning Partnership (CaLP), avec le soutien généreux du Service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (ECHO).



Humanitarian Aid
and Civil Protection